



COMMUNIQUE

ENSEMBLE, CONSTRUISONS, AMPLIFIONS ET GENERALISONS L'ACTION !

Plus que jamais, les personnels des Ministères constitutifs de Bercy et des établissements économiques et financiers du secteur semi public sont confrontés à des attaques sans précédent :

- Mise en cause des missions de service public et d'intérêt général y compris au travers de l'éclatement du MINEFI en trois ministères, la fusion de la Direction Générale des Impôts et de la Direction Générale de la Comptabilité Publique, les suppressions et fusions des administrations centrales, des créations éventuelles d'agences, les projets de création et de fusion de multiples directions régionales qui seraient placées sous l'autorité des préfets...
- Rétraction du service public de proximité à l'image des fermetures de perceptions qui se poursuivent...
- Poursuite et intensification des plans pluriannuels de suppressions d'emplois...
- Pertes constantes et confirmées de pouvoir d'achat...
- Dégradation sans précédent des conditions de travail se traduisant aujourd'hui, sous des formes multiples et diverses, par le développement de la souffrance au travail...

Ces politiques, qui sont à l'œuvre dans toutes les fonctions publiques et plus particulièrement encore dans la fonction publique de l'Etat, trouvent leur origine dans la révision générale des politiques publiques (RGPP) et la révision générale des prélèvements obligatoires (RGPO) : il s'agit de marchandiser toujours plus la société, de diminuer toujours plus la part des richesses (impôts et cotisations sociales) consacrées au financement des besoins sociaux fondamentaux en s'attaquant notamment au rôle de l'Etat, aux services publics et d'intérêt général et à l'emploi.

Dans le même temps, la Présidence de la République, le Gouvernement, toujours sous l'aiguillon du MEDEF, veulent aussi généraliser et aggraver l'insécurité sociale de l'ensemble des salariés, quelque soit le statut de ces derniers, des retraités et des privés d'emploi :

- Mise en cause du droit et du code du travail pour les salariés de droit privé ; mise en cause, avec le projet de loi sur la mobilité, du statut, des droits et des garanties collectives des fonctionnaires et des agents publics.
- Mise en cause des droits à l'assurance maladie.
- Mise en cause des droits à la retraite.

La Fédération des Finances CGT et ses syndicats considèrent que seules l'intervention et l'action des salariés sont susceptibles d'imposer d'autres choix.

C'est pourquoi, avec ses syndicats, la Fédération des Finances CGT s'inscrit pleinement dans la construction de processus d'actions, sous toutes les formes, à tous les niveaux : Interprofessionnel, Fonction Publique, Finances, Directionnels.

Dans le contexte actuel d'annonces gouvernementales indiquant l'accentuation de la politique de régression et de casse sociales d'ores et déjà à l'œuvre, la Fédération des Finances CGT :

- Appelle les personnels à s'investir dans les processus d'actions initiés dans la période.
- Se prononce pour créer les conditions d'un nouveau temps fort de mobilisation Fonction Publique pour le service public, l'emploi, les salaires, la défense et le renforcement des droits statutaires.
- Propose aux fédérations syndicales de Bercy une rencontre unitaire pour envisager ensemble les conditions d'une amplification et d'une généralisation de l'action.

Montreuil, le 2 avril 2008.